



# Assemblée générale

Distr. générale  
10 novembre 2010  
Français  
Original : espagnol

---

## Soixante-cinquième session

Point 82 de l'ordre du jour

### État des Protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés

#### Rapport de la Sixième Commission

*Rapporteuse* : M<sup>me</sup> Glenna Cabello de Daboin (République bolivarienne du Venezuela)

## I. Introduction

1. La question intitulée « État des Protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés » a été inscrite à l'ordre du jour provisoire de la soixante-cinquième session de l'Assemblée générale, conformément à la résolution 63/125 du 11 décembre 2008.
2. À sa 2<sup>e</sup> séance plénière, le 17 septembre 2010, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'inscrire cette question à son ordre du jour et de la renvoyer à la Sixième Commission.
3. La Sixième Commission a examiné la question à ses 12<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup> et 27<sup>e</sup> séances, les 15 et 18 octobre et le 5 novembre 2010. Ses débats sont consignés dans les comptes rendus analytiques correspondants (A/C.6/65/SR.12, 13 et 27).
4. Pour l'examen de la question, la Commission était saisie du rapport du Secrétaire général sur l'état des Protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés (A/65/138 et A/65/138/Add.1).

## II. Examen du projet de résolution A/C.6/65/L.15

5. À la 27<sup>e</sup> séance, le 5 novembre 2010, le représentant de la Suède a présenté un projet de résolution intitulé « État des Protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés » (A/C.6/65/L.15) au nom des États suivants : l'Albanie, l'Allemagne, l'Argentine, l'Australie, l'Autriche, le Bélarus, la Belgique, la Bosnie-Herzégovine, le Brésil, la



Bulgarie, le Burkina Faso, le Cambodge, le Canada, le Chili, Chypre, le Congo, le Costa Rica, la Croatie, le Danemark, El Salvador, l'Équateur, l'Espagne, l'Estonie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Finlande, la France, le Ghana, la Grèce, le Guatemala, le Honduras, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, la Jordanie, la Lettonie, le Liechtenstein, la Lituanie, le Luxembourg, Madagascar, Malte, le Mexique, Monaco, la Mongolie, le Monténégro, le Nicaragua, le Nigéria, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Pérou, la Pologne, le Portugal, la République de Corée, la République de Moldova, la République démocratique du Congo, la République dominicaine, la République tchèque, la République-Unie de Tanzanie, la Roumanie, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Sénégal, la Serbie, la Slovaquie, la Slovénie, la Suède, la Suisse, le Swaziland, Trinité-et-Tobago, l'Ukraine, l'Uruguay, le Venezuela (République bolivarienne du) et la Zambie.

6. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.6/65/L.15 sans le mettre aux voix (voir par. 7).

### III. Recommandation de la Sixième Commission

7. La Sixième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

#### **État des Protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés**

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* ses résolutions biennales sur l'état des protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés, notamment sa résolution 63/125 du 11 décembre 2008,

*Ayant examiné* le rapport du Secrétaire général<sup>1</sup>,

*Réaffirmant* la pérennité des règles humanitaires établies concernant les conflits armés et la nécessité de respecter et de faire respecter ces règles dans toutes les circonstances prévues par les instruments internationaux pertinents, en attendant qu'il soit mis fin à ces conflits le plus rapidement possible,

*Soulignant* qu'il faut, pour le renforcer, que le corps de règles en vigueur constituant le droit international humanitaire soit universellement accepté, et qu'il doit être largement diffusé et pleinement appliqué au niveau national, et se déclarant préoccupée par toutes les violations des Conventions de Genève de 1949<sup>2</sup> et des Protocoles additionnels<sup>3</sup>,

*Demandant* aux États Membres de faire connaître aussi largement que possible le droit international humanitaire et engageant toutes les parties à des conflits armés à en appliquer les dispositions,

*Notant avec satisfaction* le nombre croissant de commissions nationales et autres organes intervenant au niveau national auprès des autorités pour les conseiller sur l'application, la diffusion et le développement du droit international humanitaire,

*Prenant note avec satisfaction* des réunions de représentants de ces organes organisées par le Comité international de la Croix-Rouge en vue de faciliter l'échange de témoignages concrets et d'idées sur leur propre rôle et les difficultés qu'ils ont à surmonter,

*Soulignant* qu'en cas de conflit armé, il peut être fait appel à la Commission internationale humanitaire d'établissement des faits, en application de l'article 90 du Protocole I<sup>4</sup> aux Conventions de Genève,

*Soulignant également* que la Commission internationale humanitaire d'établissement des faits peut faciliter par ses bons offices le retour au respect des dispositions des Conventions de Genève et du Protocole I,

<sup>1</sup> A/65/138 et Add.1.

<sup>2</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, n<sup>os</sup> 970 à 973.

<sup>3</sup> *Ibid.*, vol. 1125, n<sup>os</sup> 17512 et 17513, et vol. 2404, n<sup>o</sup> 43425.

<sup>4</sup> *Ibid.*, vol. 1125, n<sup>o</sup> 17512.

*Prenant acte* du fait qu'aux paragraphes 8 et 9 de sa résolution 1894 (2009), en date du 11 novembre 2009, le Conseil de sécurité a pris note de l'éventail des mécanismes utilisés cas par cas pour réunir des informations sur les allégations faisant état de violations du droit international relatif à la protection des civils, souligné aussi à cet égard qu'il importait que ces informations lui soient fournies en temps utile et soient objectives, exactes et fiables, et envisagé la possibilité de faire appel à cette fin à la Commission internationale humanitaire d'établissement des faits établie par l'article 90 du Protocole I,

*Consciente* du rôle que joue le Comité international de la Croix-Rouge en offrant une protection aux victimes des conflits armés,

*Sachant gré* au Comité international de la Croix-Rouge des efforts qu'il ne cesse de faire pour promouvoir et mieux faire connaître le droit international humanitaire, en particulier les Conventions de Genève et les Protocoles additionnels,

*Notant* les responsabilités spécifiques qui incombent aux sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, en tant qu'auxiliaires des pouvoirs publics dans le domaine humanitaire, de coopérer avec les gouvernements de leurs États respectifs et de les aider à promouvoir, faire connaître et appliquer le droit international humanitaire,

*Notant également* que l'année 2009 a marqué le soixantième anniversaire de l'adoption des Conventions de Genève et saluant les diverses réunions de haut niveau et les séminaires organisés pour commémorer l'événement, qui ont donné un nouvel élan aux efforts visant à renforcer et à améliorer l'application des dispositions du droit international humanitaire,

*Invitant* les États Membres à participer activement à la trente et unième Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, qui se tiendra à Genève en novembre 2011,

*Notant* les graves préoccupations exprimées par les États quant aux conséquences humanitaires de l'utilisation d'armes à sous-munitions et prenant acte de l'entrée en vigueur de la Convention sur les armes à sous-munitions<sup>5</sup> le 1<sup>er</sup> août 2010, ainsi que de la négociation en cours d'une proposition sur cette question dans le cadre de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination<sup>6</sup>,

*Se félicitant* de l'important débat suscité par la publication en 2005 de l'étude du Comité international de la Croix-Rouge sur le droit international humanitaire coutumier et des mesures récemment prises par le Comité, notamment l'affichage en ligne d'une version actualisée de l'étude, ainsi que du nombre croissant de traductions dans d'autres langues de certaines parties de l'étude, et attendant avec intérêt de nouveaux débats constructifs sur la question,

*Prenant acte* du fait que le Statut de Rome de la Cour pénale internationale<sup>7</sup> vise les crimes de portée internationale les plus graves au regard du droit international humanitaire et qu'il manifeste, en rappelant qu'il est du devoir de

<sup>5</sup> A/C.1/63/5, pièce jointe, partie II.

<sup>6</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1342, n° 22495.

<sup>7</sup> *Ibid.*, vol. 2187, n° 38544.

chaque État de soumettre à sa juridiction pénale les responsables de ces crimes, la détermination de la communauté internationale à mettre un terme à l'impunité de leurs auteurs et à concourir ainsi à la prévention de nouveaux crimes,

*Prenant note* des amendements à l'article 8 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale portant sur les crimes de guerre relevant du Statut, adoptés à la Conférence de révision du Statut de Rome, tenue à Kampala, le 10 juin 2010<sup>8</sup>,

*Reconnaissant* qu'il est utile qu'elle examine l'état des instruments de droit international humanitaire relatifs à la protection des victimes des conflits armés,

1. *Se félicite* de l'acceptation universelle des Conventions de Genève de 1949<sup>2</sup> et constate une tendance analogue en ce qui concerne l'acceptation des deux Protocoles additionnels de 1977<sup>9</sup>;

2. *Engage* tous les États parties aux Conventions de Genève qui ne l'ont pas encore fait à envisager de devenir parties aux Protocoles additionnels<sup>3</sup> à une date aussi rapprochée que possible;

3. *Demande* à tous les États parties au Protocole I<sup>4</sup>, et aux autres États lorsqu'ils y deviendront parties, de faire la déclaration prévue à l'article 90 de ce protocole et de faire appel, s'il y a lieu, aux services de la Commission internationale humanitaire d'établissement des faits, comme le prévoit ledit article;

4. *Prie* tous les États qui ne l'ont pas encore fait d'envisager de devenir parties à la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé et aux deux Protocoles y relatifs<sup>10</sup>, ainsi qu'aux autres traités de droit international humanitaire relatifs à la protection des victimes des conflits armés;

5. *Demande* aux États d'envisager de devenir parties au Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés<sup>11</sup>;

6. *Invite* tous les États parties aux Protocoles additionnels aux Conventions de Genève à faire en sorte que ceux-ci soient largement diffusés et pleinement appliqués;

7. *Affirme* la nécessité de progresser dans l'application effective du droit international humanitaire, dont elle appuie le renforcement et le développement;

8. *Prend note avec satisfaction* de l'adoption à la trentième Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, tenue à Genève du 26 au 30 novembre 2007, de la résolution 3 intitulée « Réaffirmation et mise en œuvre du droit international humanitaire : préserver la vie et la dignité humaines dans les conflits armés », où il a été réitéré notamment que tous les États devaient adopter sur le plan national des mesures de mise en œuvre du droit international humanitaire visant notamment à assurer la formation des forces armées et à faire connaître ce droit auprès du grand public, et à adopter les dispositions législatives nécessaires pour que les crimes de guerre soient punis, conformément à leurs obligations internationales;

<sup>8</sup> Voir résolution RC/Res.5 de la Conférence de révision.

<sup>9</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1125, n<sup>os</sup> 17512 et 17513.

<sup>10</sup> Ibid., vol. 249, n<sup>o</sup> 3511, et vol. 2253, n<sup>o</sup> 3511.

<sup>11</sup> Ibid., vol. 2173, n<sup>o</sup> 27531.

9. *Salue* les activités des Services consultatifs en droit international humanitaire du Comité international de la Croix-Rouge tendant à soutenir les efforts faits par les États Membres pour adopter des mesures législatives et administratives en vue d'appliquer le droit international humanitaire et à promouvoir l'échange d'informations à ce propos entre les gouvernements, et prend note, en particulier, du nouveau manuel sur la mise en œuvre nationale du droit international humanitaire;

10. *Se félicite* du nombre croissant de commissions et comités nationaux chargés de faire appliquer le droit international humanitaire, de promouvoir la transposition en droit interne des traités qui le constituent et d'en assurer la diffusion;

11. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter à sa soixante-septième session un rapport, établi à partir des renseignements reçus des États Membres et du Comité international de la Croix-Rouge, sur l'état des Protocoles additionnels relatifs à la protection des victimes des conflits armés et sur les mesures prises en vue de renforcer le corps de règles en vigueur constituant le droit international humanitaire, notamment pour en assurer la diffusion et la pleine application au niveau national;

12. *Invite* les États Membres et le Comité international de la Croix-Rouge, lorsqu'ils communiquent des informations au Secrétaire général, à privilégier les faits et les activités survenus pendant la période considérée;

13. *Engage* les États Membres à étudier les moyens de faciliter la soumission des renseignements nécessaires aux futurs rapports du Secrétaire général et, dans ce contexte, à examiner s'il conviendrait qu'ils établissent des directives ou un questionnaire, le cas échéant, avec l'aide du Comité international de la Croix-Rouge s'ils en font la demande et, selon le cas, en consultation avec le Secrétariat;

14. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante-septième session la question intitulée « État des Protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés ».

---